L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.
Bureaux : 73 rue de Chartres.
NOUVELLE-ORLEANS.
MARDI. 11 MAI 1886.

Théâtre de l'Opéra.

BÉNÉFICE DE MME FAYE-GRAND.

Don César de Bazan

Vous vous en souvenez sans doute, car l'époque n'est pas encore très loin de nous, il fut un temps où le public de la Nouvelle-Orléans était, par dessus tout, avide de comédies et de drames. Fréquemment, presque toujours il mordait à l'appât, quand l'affiche lui annonçait quelque nouveauté, signée d'un nom autorisé, ou quelque pièce appartenant au vieux répertoire, mais restée toujours populaire, et lorsqu'avec le ténor ouvrage on lui offrait des artistes de mérite, un ensemble recommandable.

Ce n'est pas nous qui blâmerons ce goût ; nous le croyons excellent, au contraire. Le répertoire de la comédie et du drame est d'une étendue telle qu'on peut le dire infini ; il se renouvelle, d'ailleurs, chaque jour, pour ainsi parler. Sa fréquentation ne peut que faire avoir que des effets excellents sur l'esprit, sur son développement ; tandis que le commerce, trop fréquent de l'opérette, ce signe de décadence de nos jours, doit singulièrement fausser le goût. En effet ce goût se trouble, se perd dans un genre qui n'a ni l'entrain du vaudeville, ni le charme de l'opéra comique. Genre mitoyen qui produit vite l'écœurement, même quand l'affiche serait changée chaque jour.

La saison qui vient de se fermer a été un nouvel argument contre l'opérette à la Nouvelle-Orléans. Il est établi mieux que jamais que ce genre est trop hérissé de risques pour en justifier l'exploitation ; il est manifeste qu'à la cote actuelle même des sujets que vous savez, c'est à dire ne dépassant pas la moyenne, l'opérette ne peut donner que des pertes, sans compter une immense dépense de bailements, pour peu que la chose se prolonge.

Nous comprenons donc sans peine que la majorité intelligente du public parlant le français préfère à celle-ci ces comédies, ces drames, qui font la supériorité de la scène française ; qui commandent l'admiration et l'imitation de toutes les autres scènes.

Le public d'aujourd'hui suffirait-il, ainsi que celui d'autrefois, à soutenir ce que l'on nomme une troupe parlante, dans l'argot des théâtres ? Nous ne saurions le dire ; nous sommes seulement certain que les partisans en sont encore très nombreux ; beaucoup se réjouiraient fort si, au lieu des flonflons de l'opérette, on leur offrait au menu Dumas, Sardou, Feuillet, Coppée, D'Ennery.

Seulement et ainsi que je l'écrivais plus haut, le point à éclaircir serait encore à trouver : on ne pense à la Nouvelle-Orléans un élément suffisant pour maintenir ce genre !

Quoi qu'il en soit, profitez de toute aubaine qui vous arrive en cela. Grappillez en attendant vendange, si tant est que vendange doive revenir.

Dimanche prochain, l'Opéra rouvrira ses portes pour un retour au drame ; Mme Faye-Grand annonce, pour cette date du 16 mai, une représentation extraordinaire de *Don César de Bazan*, drame en 5 actes de Dennery.

Inutile, n'est-ce pas ? de vous redire ici des détails sur l'ouvrage ; vous le connaissez de vieille date, par cœur, et de vieille date aussi vous savez que c'est la une œuvre d'un des premiers *faiseurs* du théâtre ; D'Ennery, c'est-à-dire un écrivain possédant à fond ses planches, et fort expert dans le maniement de cet être complexe et très rétif parfois, qu'on nomme le parterre.

Don César de Bazan est resté un drame mouvementé ; il en est toujours certaines scènes dont l'effet est immanquable.

Ainsi que nous l'avons écrit à plusieurs reprises, la soirée du 16 mai se donne au bénéfice de Mme Faye-Grand que de nombreuses sympathies entourent, et à laquelle le produit de cette représentation sera d'un immense secours. La bénéficiaire jouera le rôle de la Maritana, cela va sans dire ; les autres rôles sont tenus par Mmes Martin et Rose Marie, récemment engagées à la troupe de l'Opéra, et par MM. Onorato, David, Cressy, Léonard, Galand, Charrière, Adorci.

GOURMANDS ET GOURMETS.—Nous voici en pleine saison de pique-nique ; c'est le temps où, presque tous les jours, on voit des bandes joyeuses émigrer aux environs de la ville et y festiner à ciel ouvert.

A tous les amateurs de pique-nique nous recommandons la pâtisserie Damas-Gayant. Il y a là un véritable artiste qui vous confectionnera, vous improvisera des choses excellentes ; et cela à des prix exceptionnellement bas. Essayez de cet établissement, tout modeste, mais de bonne ligne, situé au coin des rues Bourgogne et des Ursulines, et vous vous direz bientôt que vous avez décidément trouvé votre chemin de Damas, en fait de pâtisseries.

ERRATUM.—Dans la seconde colonne, 6ème alinéa, ligne 4, (chronique musicale de dimanche): "sureté", au lieu de "variété".

Les Elèves de M. H. Rolling.

C'est vendredi prochain, à la Salle Grunewald, qu'aura lieu la soirée musicale annuelle des Elèves de M. Hubert Rolling. Rien toujours très impatiemment attendue, et qui invariablement réunit l'élite de notre société, où depuis longtemps M. Rolling a acquis la réputation d'un professeur de premier ordre.

Nous croyons savoir que le Concert qui se prépare, lui vaudra encore un beau succès, justifiera une fois de plus la confiance dont est entouré l'éminent artiste et qui lui vaut si nombreuse clientèle.

Nous prendrons plaisir à nous occuper de cette soirée.

La Dernière Bataille de Paris.

Ainsi qu'on le verra par une annonce publiée sur la première page de l'*Abeille*, ce Panorama, dont nous avons souvent parlé ici, et que sa beauté recommande à tous ceux qui ont le moindre sentiment de l'art, ce Panorama de la Dernière Bataille de Paris, disons-nous, restera ouvert jusqu'à jeudi soir 13 mai.

L'œuvre grandiose de Philippoteaux parle d'elle-même, tant la disposition en est admirablement entendue ; cependant d'habiles cicerons sont à quelques pas en heure, expliquent les diverses scènes, les divers sites de ce drame si poignant. Ces *lectures* ont été faites jusqu'ici en anglais ; mais à partir d'aujourd'hui une lecture *en français* aussi aura lieu chaque jour, à 2 heures.

Vous éprouverez à coup sûr un vif regret si vous laissiez se fermer ce Panorama sans avoir vu la splendide composition qu'il renferme.

Les portes sont ouvertes de 9 heures du matin à 6 heures du soir, coin des rues du Canal et Dauphine.

THÉATRE FARANTA.—M. Faranta a lieu de se féliciter de l'engagement des *World's Four Minstrels*. Cette troupe qui lui a permis de renouveler entièrement son programme, est nombreuses et composée de sujets qui ont vite gagné la faveur publique. Encore sur la salle sera pleine comme hier, et chaque soir on pourra être certain d'assister à un spectacle amusant et varié.

Lundi prochain : *Home and Wesley's Specialty Company.*

MUSÉE-THÉATRE.—Nous touchons à la clôture du Musée-Théâtre ; profitez donc du très curieux personnel qui est là actuellement, et donnez-vous une heure de plaisir pour la somme de 10 cents.

Le comité de la statue de Claude Lorrain vient de faire transporter aux Tuileries, pavillon de l'Enseignement, Paris, les trois cents œuvres déjà offertes pour la tombola destinée aux frais de ce monument à élever à l'immortel paysagiste français. Cette exposition sera publique.

On y verra notamment : des paysages de Barillot, Bernier, Jules Dupré, Pelouze, Pointelin, Yon et Zuber ; des portraits signés par Bonnat et Carolus Duran ; des études de Jules Breton, Chabal, Heuner, Jean Gigoux, Feyen-Perrin, Jules Lefebvre, J.-P. Laurens, Rol et Puvis de Chavannes ; des marines de Vernier ; des fleurs de Madeleine Lemaire et de Kreyder ; des aquarelles de Duez, d'Heilbuth et de la baronne Nathaniel de Rothschild ; des dessins de Cazin, Buda, Bastien-Lepage et Lhermitte ; des eaux-fortes de Waltner ; des terres cuites et des plâtres de Chapu, Falguière, Delaplanche, etc.

DEPECHES TÉLÉGRAPHIQUES

TRANSMISES A L'ABEILLE

Message du Gouverneur S. D. McEnery.

Ainsi qu'il en est requis par la Constitution le gouverneur a transmis hier son message biennal à la Chambre et au Sénat, sitôt après l'organisation de ceux-ci. Nous portons envie à nos confrères de la presse en langue anglaise, qui n'ont qu'à transmettre aux compositeurs les feuilles du télégraphe au fur et à mesure de leur venue. L'ouvrage est doux, on en conviendra ; personne ne se plaindrait de la longueur de ce genre de matières ; la rédaction n'a rien à y voir ; elle vaut aux compositeurs une meilleure journée ; voilà tout.

Notre besogne à nous est bien autre. Afin de donner dans son entier un document qu'il nous faut traduire, nous aurions besoin, et à travailler fort expéditivement, de 12 ou 15 heures. Mais la dépêche nous arrivant à une heure qui ne nous laisserait point ce délai—bien loin de là—force nous est de la lire, et très rapidement encore, afin d'en tirer au résumé.

Résumé qui ne peut être toujours complet, d'ailleurs, car il n'est pas besoin de l'affirmer, personne n'en doute, cette tâche de condensation est longue et ardue. Nous ferons cependant de notre mieux pour que nos lecteurs aient une idée de l'ensemble du message gubernatorial.

—Le gouverneur, suivant l'antique routine, débute en déclarant que la Louisiane a mille et une raisons pour bénir la Providence. Il paraît qu'en fin de compte notre situation est belle ; tout est pour le mieux dans le meilleur des Etats ; les récoltes ont en général bel aspect ; la santé publique est exceptionnellement satisfaisante ; les levées sont en meilleur état que depuis bien des années ; nous n'avons pas eu d'inondations ; les Ecoles Publiques ont progressé ; l'agriculture est mieux encouragée ; de grandes améliorations mécaniques y ont été apportées ; les taxes sont moins lourdes ; l'assessement plus équitable. L'ordre règne partout, pas comme à Varsovie, et les crimes n'ont pas été commis dans une proportion inusitée. Amen.

La perception des taxes, durant les quatre derniers mois, est encourageante ; elle indique que le Trésor a reçu 80 0[0 de celles-ci.

L'assessement s'est accru comme montant ; l'uniformité a été mieux observée dans les évaluations. En 1880 l'assessement total de la propriété dans l'Etat était de $177,036,459 ; en 1885, il a été de $212,735,566 ; augmentation de plus de $36,000,000.

Le gouverneur se plaint néanmoins de ce que cette uniformité ne soit pas encore plus complète ; il déclare que l'Auditeur se plaint de très graves inégalités dans l'assessement, par exemple, de diverses propriétés de compagnies de chemins de fer en diverses paroisses.

Le gouverneur réitère la demande déjà faite par lui lors de la session spéciale en 1881 : demande relative à l'établissement d'un Bureau d'égalisation, autorisé et requis par la Constitution.

A son avis les taxes sur la propriété foncière, la propriété rurale ou urbaine sont encore écrasantes. Elles paient trois quarts de plus qu'elles ne devraient verser au budget du gouvernement. L'inégalité de la taxe entre les propriétés personnelles et immobilières est injuste.

Les Bons de l'Etat de la Louisiane sont, dit le message, dans une voie ascendante constante, ainsi que cela aurait dû toujours être ; la valeur s'en accroît, et si ce progrès n'est pas arrêté par la dette flottante, nos bons constitutionnels arriveront au pair ; le crédit de l'Etat sera aussi solide que celui d'aucun autre Etat de l'Union.

L'Etat n'a pas plus qu'un individu le droit d'établir des catégories dans sa dette ; de donner un privilège à certains et de laisser en souffrance celui-là. Tous ses créanciers doivent être placés sur le même pied.

Pour maintenir le crédit du notre Etat je recommande, pourvait le gouverneur, qu'on soumette au vote du peuple un amendement constitutionnel autorisant l'amortissement en Bons Constitutionnels, de ce que l'on nomme "Baby Bonds", des mandats de 1878, émis en 1879, des certificats de valeur, et élargi seize milles des anciennes. Ce travail représente 2,545,818 yards enbes qui ont coûté $504,495 59. Le gouverneur transmet aux Chambres un détail de ces travaux si importants.

Le message signale que deux cents saignées de rizières existent dans les levées entre Baton-Rouge et la Nouvelle-Orléans, 100 autres sur le bayou Lafourche et en aval de la Nouvelle-Orléans, et il ajoute :

"Si suffisantes que puissent être les levées, comme élévation et comme construction, ces saignées et d'autres brèches sont une source constante de danger."

On compte vingt siphons en opération entre Donaldsonville et la Nouvelle-Orléans ; ces siphons qui semblent être d'un service aussi efficace que les saignées dont il a été fait mention.

Après avoir dit que les trois-quarts du travail des levées ont pour cause les ébouils ; après avoir exprimé une opinion sur les précautions à prendre contre les inondations du Mississipi, le gouverneur recommande aux Sénateurs et aux Représentants de passer une résolution conjointe à l'effet d'obtenir l'aide fédérale par une loi du Congrès.

M. McEnery affirme qu'après la désastreuse inondation de 1882, un péril imminent nécessita l'emploi des forçats (*convicts*).

"Jamais, ajoute-t-il, on ne s'est montré enclin à employer ce travail de préférence au travail libre ; mais quand l'intérêt de l'Etat l'a ainsi exigé, je n'ai pas hésité à me servir d'une aide que j'avais sous la main. C'est ainsi que j'ai utilisé ces bras sur certains points ; et je dois dire que le fermier du Pénitencier s'est toujours montré disposé à fournir cette aide à l'heure du danger.

"Je suis heureux de pouvoir dire, porte le message, que nos levées sont indubitablement plus solides, plus hautes, meilleures sous tous les rapports, qu'elles ne le furent jamais durant les dernières vingt-cinq années.

Le gouverneur recommande qu'on soumette à l'approbation du peuple un amendement constitutionnel autorisant toute localité à lever une taxe, à l'effet d'y maintenir les Ecoles Publiques.

Un système complet d'éducation publique, avec des cours industriels, une large distribution de livres d'éducation uniformes, si les revenus de l'Etat le permettent, sont des mesures dont nous avons grand besoin.

Ce serait aussi un bienfait pour l'Etat si l'on établissait un Collège industriel destiné aux femmes. A pareille institution on pourrait affecter le local de de l'Ecole Normale, sise à Natchitoches.

Le gouverneur constate que les institutions publiques de la Louisiane sont dans une bonne situation et continuent de progresser. Il cite le Louisiana State University ; l'Institut des Sourds-Muets, où Mme Rambo, de New York, a obtenu déjà de beaux résultats ; l'Institut des Aveugles. Cependant la bâtisse où se trouve ce dernier, est absolument insuffisant.

On a commis une grave erreur en en faisant l'acquisition.

Le message signale les progrès qu'a réalisés le Southern University, une Institution fondée par l'article 231 de la Constitution de la Louisiane pour un enseignement élevé, en faveur de la race de couleur. La Faculté en est composée de professeurs capables, appartenant aux deux races.

L'Hôpital de Charité mérite la haute réputation dont il jouit depuis longtemps déjà. La façon dont il a été conduit par son Conseil d'Administrateurs actuel fait date néanmoins. Les améliorations y ont été telles qu'on reconnaîtrait à peine l'établissement. Toutes ces améliorations sont déjà payées.

—Au cours de ces quelques dernières années on a construit 1600 milles de voies ferrées ; ces entreprises ont rencontré de la libéralité au sein du peuple et du corps législatif. Mais les compagnies de chemins de fer, comme les autres corporations, sacrifient souvent les droits des autres à leurs propres intérêts. Bien des abus sont commis dans le trafic du frêt et des passagers. Ces compagnies sont aux mains de capitalistes, résidant en dehors de la Louisiane, et ceux ci méconnaissent trop souvent les intérêts de notre Etat et de notre métropole.

C'est ainsi que du frêt venu de loin est livré à la Nouvelle-Orléans, ou près de ses limites, à plus bas prix que ce même frêt transporté seulement de cette ville à ces mêmes points. Et le même fait se produit dans d'autres localités de l'Etat. Sitôt que la voie ferrée n'a plus à craindre la concurrence du transport fluvial, les prix se font exorbitants ; l'expéditeur de l'intérieur se voit forcé de compenser les pertes que cette concurrence a fait subir aux railroads.

Le gouverneur signale justement nombre d'autres abus dont la pratique nous a souvent paru injustifiable. Afin de sauvegarder les intérêts de la Louisiane, il est d'avis qu'ici, comme dans d'autres Etats de l'Union, on devrait créer un Bureau de Commissaires de Chemins de fer, qui arrêterait des exigences inacceptables, qui établirait un tarif raisonnable, uniforme, dont la mise en vigueur, équitable et sommaire, serait garantie par la législation.

Au cours des dernières années, et sur tout pendant celle où nous voici, des différends sérieux se sont élevés entre les corporations de railroads et leurs employés. En ces temps où l'instruction se propage de mieux en mieux, il était naturel que des organisations d'ouvriers, destinées à protéger le travail, se formassent contre le pouvoir organisé du capital accumulé. Mais en tout cela ceux qui souffrent le plus, sont les voyageurs, les expéditeurs, les détaillants, la masse enfin. Il qui dire la communauté entière est victime de ces conflits.

S'il est vrai que le travailleur doive être protégé par les corporations, souvent impitoyables, il est également vrai que ce travailleur n'est pas autorisé à respecter les droits d'autrui, et ne prive qui que ce soit des moyens de vivre et de faire vivre sa famille. Tout individu est libre de travailler à son prix, pense le gouverneur.

Il appartient au législateur de faire disparaître ces maux ; de prévenir toute tentative d'obstruer le travail et le commerce ; d'empêcher la destruction des propriétés et la mise en péril de l'existence elle-même.

L'Article 15 de notre Constitution est ainsi conçu :

"Il sera du devoir de l'Assemblée Générale de passer telles lois jugées nécessaires et suffisantes pour régler les différends par voie d'arbitrage."

"Je recommande donc, continue le Gouverneur, que, conformément au dit article, il soit institué un Bureau d'Arbitrage, chargé de régler tous différends entre les corporations et leurs employés. Je suggère que chacune des parties en débat nomme l'un de ces arbitres, et que le Gouverneur soit autorisé à en désigner un troisième, avec charge de mettre en vigueur la décision des dits arbitres.

Que la législation punisse aussi comme un crime l'acte de celui qui contraint ou empêche un individu de travailler, et cela en raison du montant des gages, ou parce que cet individu n'appartiendrait point à telle ou telle organisation. Qu'il soit aussi traité en criminel, celui qui mettrait obstacle à la marche d'un train de chemin de fer.

Que la législation contraigne également les corporations à rendre justice à leurs employés ; qu'elle empêche ces mesures despotiques qui entraînent les ouvriers à des actes de désespoir. Il importe que les statuts veillent avec zèle et sans relâche à la protection des classes ouvrières, que toute réduction de gages ne puisse avoir lieu qu'après qu'avis en aura été donné dans un délai raisonnable.

Ce règlement par voie d'arbitrage semble recevoir la sanction de la très grande majorité. Les efforts doivent tendre à assurer ici aux ouvriers une paie au-dessus de celle que touchent ceux ci à l'étranger ; mais en pareille matière, selon le message, la parole est à la justice, à la raison ; non pas à la force physique. L'Etat a pour devoir de protéger aux travailleurs leurs moyens de se gagner un abri, de réaliser des économies.

Il est devenu nécessaire de créer une Commission d'Assurance, pense le gouverneur. Il rappelle que des Compagnies d'Assurances étrangères et frauduleuses parfois, sont représentées ici, et que quand il a une réclamation à faire, l'assuré se voit dans l'obligation, s'il lui faut recourir à un procès, de l'instituer au lieu où l'Agence est établie. Les négociants, les planteurs, les propriétaires appellent de tous leurs vœux une loi qui donnerait à l'assuré le droit de poursuivre toute compagnie étrangère ou du pays, ou bien même où la perte a été subie.

Il convient également qu'une loi prohibe toute ingérence au-dessus de la valeur de la propriété ; et qu'elle contraigne les compagnies à payer absolument toute perte sur laquelle l'assuré aura acquitté ses primes.

Le Comité chargé de préparer un Code de Procédure criminelle et un Code Pénal, conformément à l'Acte No. 30, approuvé le 3 juillet 1884, a fait qui seront publiés comme partie des Statuts Revisés, après adoption, a terminé son rapport. Mais comme je n'ai pas eu le temps d'examiner celui-ci, je n'en lieudrai point présente, aux seules modifications dans le code criminel dont j'ai parlé dans des messages antérieurs.

Après avoir rappelé à votre attention ce que j'ai dit dans mes messages à l'Assemblée de 1882 et 1884, relativement aux jurés, et après avoir insisté de nouveau sur la nécessité de se conformer à l'Article 116 de la Constitution, relativement au choix de jurés intelligents et compétents, je vous recommande, ainsi que le gouverneur, d'abolir le Grand Jury.

Selon M. McEnery, c'est là un corps suranné qui n'a plus raison d'être. Il est opposé à cette enquête secrète, qui répugne aux idées d'une communauté éclairée.

Le gouverneur malmène quelque peu les grands jurés en Louisiane, à son sens, leurs rapports ne sont rien moins que littéraires. Qui s'en serait douté !...

Mais ce n'est pas seulement leur syntaxe boiteuse que M. McEnery trouve à redire ; il paraît aussi que la salle des délibérations du Grand Jury est une sorte de forum ouvert à la démagogie ; une serre-chaude de libelles ; un lieu qui facilite l'exercice des vengeances personnelles sur les individus, la presse, les communautés. Au cours des dernières années la Nouvelle-Orléans a plus souffert par la diffamation de ses Grands Jurys que par toutes les autres attaques du dehors dirigées contre elle.

Les allocations accordées à la milice sont insuffisantes ; le gouverneur demande que l'on vote celle qui est réclamée par l'Adjudant-Général de l'Etat. La milice tend à se reformer dans tout l'Etat, mais il faut qu'une aide convenable lui soit donnée. En ce moment elle est infiniment trop faible.

Le Bureau de Santé de Shreveport, celui des Ecoles de la même ville et celui de l'Hôpital sont administrés par des membres que nomment le gouverneur et les autorités locales. Cette dualité du pouvoir qui nomme ainsi, exclut souvent de ces bureaux l'harmonie que l'on remarque dans ceux qui sont à la nomination de tout le gouvernement seul ; comme cela se pratique pour l'Hôpital de Charité, l'Asile des Fous, les institutions des Sourds-Muets, des Aveugles. Le service public souffre fréquemment de ce désaccord. Il serait donc sage de supprimer ce mal par une législation nouvelle.

Le message encourage vivement une étude géologique de la Louisiane dont les richesses minéralogiques sont grandes, remarque-t-il.

Le gouverneur désapprouve la législation actuelle relative au droit de pardon. Il est d'avis que le Bureau des Pardons doit être aboli et que toute la responsabilité de cette prérogative doit être laissée à l'Exécutif.

Mais si ce Bureau doit être conservé, le gouverneur est d'avis que certaines restrictions doivent être mises à l'exercice même du droit de pardon, lest qu'il importe que les séances de ce Bureau soient publiques.

Il serait juste d'adopter un système en vertu duquel la durée de la pénalité pourrait être diminuée, en raison de la bonne conduite du condamné. Tel est le cas dans divers Etats, et on en a ressenti d'excellents effets.

Le message demande une allocation en faveur du Département des Pompes de Baton Rouge. Département admirablement organisé, sur lequel on compte pour la protection des bâtiments de l'Etat, mais qui ne possède pas le matériel dont il a besoin.

Très encourageant le Rapport de l'honorable Wm. H. Harris, Commissaire de l'Immigration. En deux années on a installé dans l'Etat, d'une façon permanente, plus de 1000 familles ; notre population s'est ainsi accrue de plus de 5000 âmes. Ces immigrants, venus des Etats de l'Ouest, se sont fixés dans le Sud-ouest et l'Ouest de la Louisiane, et le long du chemin de fer Jackson, à Tangipahoa. Ils ont bâti des bourgs, des villages ; établi, amélioré des fermes.

M. McEnery déclare que la façon dont on exécute ici les condamnés est révoltant, inhumaine, barbare. Il demande que tout condamné à mort soit exécuté dans l'enceinte du Pénitencier et par un autre mode que celui de la strangulation.

(Et le bourreau sans domino et sans masque, n'est-ce pas ?

—La Bibliothèque de l'Etat comprend actuellement 20,116 volumes. Il y a là des ouvrages rares, de grand prix. Depuis bien des années aucune allocation n'a été faite pour cette bibliothèque, et la bibliothécaire déclare que bien des volumes précieux sont en mauvais état, ont besoin d'une reliure nouvelle. Il appartient aux Chambres d'y pourvoir. Il serait utile aussi de voter une somme d'argent afin d'acheter certains livres qui sont offerts en vente à bas prix.

Le gouverneur, après avoir dit que l'Etat est livré à la Nouvelle-Orléans, ou près de ses limites, à plus bas prix que ce même frêt transporté seulement de cette ville à ces mêmes points. Et le même fait se produit dans d'autres localités de l'Etat. Sitôt que la voie ferrée n'a plus à craindre la concurrence du transport fluvial, les prix se font exorbitants ; l'expéditeur de l'intérieur se voit forcé de compenser les pertes que cette concurrence a fait subir aux railroads.

Le gouverneur signale justement nombre d'autres abus dont la pratique nous a souvent paru injustifiable. Afin de sauvegarder les intérêts de la Louisiane, il est d'avis qu'ici, comme dans d'autres Etats de l'Union, on devrait créer un Bureau de Commissaires de Chemins de fer, qui arrêterait des exigences inacceptables, qui établirait un tarif raisonnable, uniforme, dont la mise en vigueur, équitable et sommaire, serait garantie par la législation.

Au cours des dernières années, et sur tout pendant celle où nous voici, des différends sérieux se sont élevés entre les corporations de railroads et leurs employés. En ces temps où l'instruction se propage de mieux en mieux, il était naturel que des organisations d'ouvriers, destinées à protéger le travail, se formassent contre le pouvoir organisé du capital accumulé. Mais en tout cela ceux qui souffrent le plus, sont les voyageurs, les expéditeurs, les détaillants, la masse enfin. Il qui dire la communauté entière est victime de ces conflits.

S'il est vrai que le travailleur doive être protégé par les corporations, souvent impitoyables, il est également vrai que ce travailleur n'est pas autorisé à respecter les droits d'autrui, et ne prive qui que ce soit des moyens de vivre et de faire vivre sa famille. Tout individu est libre de travailler à son prix, pense le gouverneur.

Il appartient au législateur de faire disparaître ces maux ; de prévenir toute tentative d'obstruer le travail et le commerce ; d'empêcher la destruction des propriétés et la mise en péril de l'existence elle-même.

L'Article 15 de notre Constitution est ainsi conçu :

"Il sera du devoir de l'Assemblée Générale de passer telles lois jugées nécessaires et suffisantes pour régler les différends par voie d'arbitrage."

"Je recommande donc, continue le Gouverneur, que, conformément au dit article, il soit institué un Bureau d'Arbitrage, chargé de régler tous différends entre les corporations et leurs employés. Je suggère que chacune des parties en débat nomme l'un de ces arbitres, et que le Gouverneur soit autorisé à en désigner un troisième, avec charge de mettre en vigueur la décision des dits arbitres.

Que la législation punisse aussi comme un crime l'acte de celui qui contraint ou empêche un individu de travailler, et cela en raison du montant des gages, ou parce que cet individu n'appartiendrait point à telle ou telle organisation. Qu'il soit aussi traité en criminel, celui qui mettrait obstacle à la marche d'un train de chemin de fer.

Que la législation contraigne également les corporations à rendre justice à leurs employés ; qu'elle empêche ces mesures despotiques qui entraînent les ouvriers à des actes de désespoir. Il importe que les statuts veillent avec zèle et sans relâche à la protection des classes ouvrières, que toute réduction de gages ne puisse avoir lieu qu'après qu'avis en aura été donné dans un délai raisonnable.

Ce règlement par voie d'arbitrage semble recevoir la sanction de la très grande majorité. Les efforts doivent tendre à assurer ici aux ouvriers une paie au-dessus de celle que touchent ceux ci à l'étranger ; mais en pareille matière, selon le message, la parole est à la justice, à la raison ; non pas à la force physique. L'Etat a pour devoir de protéger aux travailleurs leurs moyens de se gagner un abri, de réaliser des économies.

Il est devenu nécessaire de créer une Commission d'Assurance, pense le gouverneur. Il rappelle que des Compagnies d'Assurances étrangères et frauduleuses parfois, sont représentées ici, et que quand il a une réclamation à faire, l'assuré se voit dans l'obligation, s'il lui faut recourir à un procès, de l'instituer au lieu où l'Agence est établie. Les négociants, les planteurs, les propriétaires appellent de tous leurs vœux une loi qui donnerait à l'assuré le droit de poursuivre toute compagnie étrangère ou du pays, ou bien même où la perte a été subie.

Il convient également qu'une loi prohibe toute ingérence au-dessus de la valeur de la propriété ; et qu'elle contraigne les compagnies à payer absolument toute perte sur laquelle l'assuré aura acquitté ses primes.

Le Comité chargé de préparer un Code de Procédure criminelle et un Code Pénal, conformément à l'Acte No. 30, approuvé le 3 juillet 1884, a fait qui seront publiés comme partie des Statuts Revisés, après adoption, a terminé son rapport. Mais comme je n'ai pas eu le temps d'examiner celui-ci, je n'en lieudrai point présente, aux seules modifications dans le code criminel dont j'ai parlé dans des messages antérieurs.

Après avoir rappelé à votre attention ce que j'ai dit dans mes messages à l'Assemblée de 1882 et 1884, relativement aux jurés, et après avoir insisté de nouveau sur la nécessité de se conformer à l'Article 116 de la Constitution, relativement au choix de jurés intelligents et compétents, je vous recommande, ainsi que le gouverneur, d'abolir le Grand Jury.

Selon M. McEnery, c'est là un corps suranné qui n'a plus raison d'être. Il est opposé à cette enquête secrète, qui répugne aux idées d'une communauté éclairée.

Le gouverneur malmène quelque peu les grands jurés en Louisiane, à son sens, leurs rapports ne sont rien moins que littéraires. Qui s'en serait douté !...

Mais ce n'est pas seulement leur syntaxe boiteuse que M. McEnery trouve à redire ; il paraît aussi que la salle des délibérations du Grand Jury est une sorte de forum ouvert à la démagogie ; une serre-chaude de libelles ; un lieu qui facilite l'exercice des vengeances personnelles sur les individus, la presse, les communautés. Au cours des dernières années la Nouvelle-Orléans a plus souffert par la diffamation de ses Grands Jurys que par toutes les autres attaques du dehors dirigées contre elle.

Les allocations accordées à la milice sont insuffisantes ; le gouverneur demande que l'on vote celle qui est réclamée par l'Adjudant-Général de l'Etat. La milice tend à se reformer dans tout l'Etat, mais il faut qu'une aide convenable lui soit donnée. En ce moment elle est infiniment trop faible.

Le Bureau de Santé de Shreveport, celui des Ecoles de la même ville et celui de l'Hôpital sont administrés par des membres que nomment le gouverneur et les autorités locales. Cette dualité du pouvoir qui nomme ainsi, exclut souvent de ces bureaux l'harmonie que l'on remarque dans ceux qui sont à la nomination de tout le gouvernement seul ; comme cela se pratique pour l'Hôpital de Charité, l'Asile des Fous, les institutions des Sourds-Muets, des Aveugles. Le service public souffre fréquemment de ce désaccord. Il serait donc sage de supprimer ce mal par une législation nouvelle.

Le message encourage vivement une étude géologique de la Louisiane dont les richesses minéralogiques sont grandes, remarque-t-il.

Le gouverneur désapprouve la législation actuelle relative au droit de pardon. Il est d'avis que le Bureau des Pardons doit être aboli et que toute la responsabilité de cette prérogative doit être laissée à l'Exécutif.

Mais si ce Bureau doit être conservé, le gouverneur est d'avis que certaines restrictions doivent être mises à l'exercice même du droit de pardon, lest qu'il importe que les séances de ce Bureau soient publiques.

Il serait juste d'adopter un système en vertu duquel la durée de la pénalité pourrait être diminuée, en raison de la bonne conduite du condamné. Tel est le cas dans divers Etats, et on en a ressenti d'excellents effets.

Le message demande une allocation en faveur du Département des Pompes de Baton Rouge. Département admirablement organisé, sur lequel on compte pour la protection des bâtiments de l'Etat, mais qui ne possède pas le matériel dont il a besoin.

Très encourageant le Rapport de l'honorable Wm. H. Harris, Commissaire de l'Immigration. En deux années on a installé dans l'Etat, d'une façon permanente, plus de 1000 familles ; notre population s'est ainsi accrue de plus de 5000 âmes. Ces immigrants, venus des Etats de l'Ouest, se sont fixés dans le Sud-ouest et l'Ouest de la Louisiane, et le long du chemin de fer Jackson, à Tangipahoa. Ils ont bâti des bourgs, des villages ; établi, amélioré des fermes.

M. McEnery déclare que la façon dont on exécute ici les condamnés est révoltant, inhumaine, barbare. Il demande que tout condamné à mort soit exécuté dans l'enceinte du Pénitencier et par un autre mode que celui de la strangulation.

(Et le bourreau sans domino et sans masque, n'est-ce pas ?

—La Bibliothèque de l'Etat comprend actuellement 20,116 volumes. Il y a là des ouvrages rares, de grand prix. Depuis bien des années aucune allocation n'a été faite pour cette bibliothèque, et la bibliothécaire déclare que bien des volumes précieux sont en mauvais état, ont besoin d'une reliure nouvelle. Il appartient aux Chambres d'y pourvoir. Il serait utile aussi de voter une somme d'argent afin d'acheter certains livres qui sont offerts en vente à bas prix.

Le gouverneur, après avoir dit que l'Etat est livré à la Nouvelle-Orléans, ou près de ses limites, à plus bas prix que ce

WASHINGTON.

Récoltes.

Washington, D. C., 9 mai—Les pluies sur la côte de l'Atlantique et les inondations sur la côte du Golfe empêchent de semer en ce moment le coton.

CONGRÈS.

Chambre.

Washington, D. C., 10 mai—Conformément à l'appel des Etats, les bills suivants ont été présentés et référés :

Par M. Adams, de l'Illinois, un bill reconférant le Secrétaire de la Trésorerie de transmettre à la Chambre un rapport détaillé de toutes les sommes dépensées par les différents hôtels de monnaie et bureaux d'essai, du fonds connu sous le nom de "silver profit fund."

M. Beach, de New-York, présente un bill amendant les réglements de façon à imposer une amende de $100 à tout membre absent pendant l'appel du rôle.

Sénat.

Washington, D. C., 10 mai—Le président du Sénat soumet à ce corps un message de la Chambre du commerce de Chicago, demandant au Congrès de créer une Cour pour régler les différends relatifs aux droits de douane. Référé.

M. Dawes présente la résolution suivante qui est adoptée sans débats :

Résoln que le Président soit requis de communiquer au Sénat, si dans son opinion cela n'est pas incompatible avec l'intérêt public, toute information que possède le gouvernement relativement à la mise à l'épave du navire de pêche des Etats-Unis, le David J. Adams, pendant que celui-ci était engagé dans un commerce légal dans un des ports du Canada. Aussi quelles sont les mesures prises pour protéger les navires pêcheurs des Etats-Unis, lorsqu'ils sont engagés dans un commerce légal dans les ports du Canada.

M. Van Wyck présente un bill pour autoriser le chemin de fer de la compagnie Union Pacifie à construire des embranchements. Référé.

Le général Miles et les Indiens hostiles.

Washington, D. C., mai 10—Le général Miles déclare qu'une campagne rigoureuse sera faite jusqu'à ce que tous les Indiens hostiles soient tués ou faits prisonniers.

Législature.

Baton Rouge, 15 mai—La législature s'est ouverte aujourd'hui.

La sécession de la Nouvelle Ecosse.

Halifax, N. E., 9 mai—La résolution du secrétaire provincial Fielding en faveur de la sécession de la Nouvelle Ecosse de la confédération canadienne a été adoptée ce soir à la Chambre des Représentants, par un vote de 15 voix contre 6.

Incendie.

Hull, Québec, 9 mai—Un incendie a éclaté, à une heure ce matin, dans la boulangerie de l'alderman Laudry.

Les flammes se sont propagées rapidement ; en peu de temps diverses bâtisses des rues Lake, Duke et Main ont été détruites.

Cinquante familles sont sans gîte.

La nouvelle Poste, une belle construction qui a coûté $250,000, a été détruite.

Les autres pertes sont évaluées à $100,000. L'assurance est de $25,000 seulement.

Mort de M. C. F. Woerishoeffer.

New York, 10 mai—M. C. F. Woerishoeffer est mort subitement ce matin, à la résidence du vieux beau-père, Oswald Ottendorfer, rédacteur du New York Staats Zeitung, a Manhattanville.

M. Woerishoeffer était un grand spéculateur de Wall street.

M. Woerishoeffer a succombé hier, à 8 heures du soir, à une apoplexie.

Les anarchistes.

Chicago, 9 mai—L'ordre a régné aujourd'hui en ville ; il n'y a pas eu de procession et il n'a pas été nécessaire d'appeler la police pour disperser les assemblées.

L'ouvrier Timothy Flavin est mort hier soir, à l'hôpital de comté, et l'agent de police Michael Sheehan est mort aussi cette après-midi, à sa résidence. C'est le cinquième officier de police tué dans les émeutes de mardi.

Kruger, le socialiste qui a été blessé par la police mardi soir, est mort ce matin. Un nommé Frank Lanish a succombé aussi a ses blessures ; c'était un communard.

Cincinnati, 9 mai—Deux mille hommes de la milice sont campés a six milles d'ici, 200 soldats des Etats-Unis aux casernes Newport et environ 400 agents de police supplémentaires sont de service. Jusqu'ici cette force les autorités sont convaincues qu'il n'y a pas a craindre d'émeutes aujourd'hui par les grévistes ou les socialistes. Dans tous les cas, s'il en survenait, elles seraient aussitôt réprimées.

**Les Grévistes.